

Temps de lecture : 13 minutes

Pierre Girier

Étudiant en M2 Sciences Politiques – histoire (dir. F. Matonti et JN Ducange)

Alors que les bolcheviks jouissent d'un prestige grandissant auprès des révolutionnaires européens, Rosa Luxemburg développe une analyse critique de la situation en Russie et discute les aspects stratégiques et politiques privilégiés par Lénine et Trotski dans son texte « La révolution russe ». Pierre Girier replace ce texte dans son contexte et en résume les grandes lignes. Il en a également sélectionné quelques extraits.

« Quelques douzaines de chefs d'une énergie inlassable et d'un idéalisme sans borne dirigent le gouvernement, et, parmi eux, ceux qui gouvernent en réalité, ce sont une douzaine de têtes éminentes, tandis qu'une élite de la classe ouvrière est convoquée de temps à autre à des réunions, pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente, au fond par conséquent un gouvernement de coterie – une dictature, il est vrai, non celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine ».

Qui donc ose rédiger ces lignes en octobre 1918 à propos de la révolution russe, alors que les bolcheviks emmenés par Lénine et Trotski jouissent d'un prestige grandissant auprès des révolutionnaires européens pour être parvenus à s'emparer du pouvoir politique en Russie et ainsi défier à l'échelle mondiale l'hégémonie des classes dominantes, l'aristocratie nobiliaire et

la bourgeoisie capitaliste ?

Une opposante farouche à la guerre et à l'impérialisme

S'il s'agissait de la diatribe d'un idéologue petit-bourgeois ou de la logorrhée d'un puissant, l'affaire ne présenterait pas de prime abord un grand intérêt. Mais la coupable se nomme Rosa Luxemburg. Peu suspecte de « réformisme » ou de « révisionnisme », cette émigrée polonaise d'origine juive est avec Karl Liebknecht à la tête de la Ligue spartakiste, courant d'extrême-gauche fondé par ces deux socialistes résolument internationalistes au sein du puissant SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne) au début de l'année 1915. Leurs objectifs étaient de s'opposer à la Première Guerre mondiale et à la politique opportuniste des dirigeants du parti social-démocrate allemand qui ont voté, le 4 août 1914, en faveur des crédits de guerre contre la Russie impériale. Fin 1916, alors que la guerre bat son plein, le SPD décide d'exclure les opposants qui fondent quelques mois plus tard l'USPD (Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne) dont la Ligue spartakiste constituera la composante la plus radicale.

Entre 1915 et 1918, Rosa Luxemburg est incarcérée de façon presque continue pour son opposition farouche à la guerre et à l'impérialisme. En prison, où elle parvient à entretenir des contacts avec l'extérieur, Rosa Luxemburg analyse tout d'abord la révolution russe de février 1917 dans divers articles paraissant de mars à mai 1917 puis porte son attention sur le coup d'État bolchevik d'octobre 1917 dans deux articles publiés en janvier et septembre 1918 aux titres évocateurs : « La responsabilité historique » et « La tragédie russe ».

Pour Rosa Luxemburg, octobre 1917 est la suite logique, nécessaire, à la destitution du tsar en février permettant de dépasser les fragiles revendications politiques issues du libéralisme opportuniste et potentiellement provisoire de la bourgeoisie russe. Dans un pays épuisé par la guerre et marqué par des famines et une misère endémique, le succès des bolcheviks se comprend par la justesse de ses mots d'ordre en faveur de la paix et de la redistribution des

terres aux paysans, dans un contexte de radicalisation rapide des masses populaires exaspérées par le maintien de la Russie dans la guerre par les gouvernements provisoires successifs et leur incapacité à proposer des solutions concrètes face à l'urgence des problèmes socio-économiques.

La défense d'une stratégie politique révolutionnaire globale

Les révolutions russes de 1917 sont considérées comme formant un unique mouvement historique cohérent à comprendre dans le prolongement des événements de 1905-1907 ayant permis à une partie conséquente du prolétariat russe de se former politiquement de la meilleure des façons : par la pratique. Rosa Luxemburg insiste sur la responsabilité des différents partis sociaux-démocrates européens et des prolétariats français, anglais, italien et surtout allemand qui, par leurs actions et leurs inactions, ont contribué à affaiblir la révolution russe en jouant le jeu de leurs bourgeoisies respectives.

Dans tous ses textes, Rosa Luxemburg interpelle le prolétariat allemand et argumente en faveur d'une stratégie politique révolutionnaire globale contre l'illusion réformiste entretenue par les sociaux-démocrates afin de renverser la classe capitaliste et les reliquats absolutistes issus de la période féodale.

C'est également en prison que Rosa Luxemburg rédige le manuscrit inachevé de « La révolution russe ». Elle y développe une analyse critique de la situation en Russie et des décisions prises par les bolcheviks qui synthétise et développe les thèmes esquissés dans les articles précédents. Tandis que « La tragédie russe » revenait en détail sur la paix séparée de Brest-Litovsk, conclue le 3 mars 1918 entre les bolcheviks et l'Allemagne impériale, en tâchant de souligner les limites de cette stratégie pour les révolutionnaires russes et ses effets contre-productifs, le texte de « La révolution russe » a pour ambition de discuter point par point les divers aspects stratégiques et politiques privilégiés par « Lénine, Trotsky et leurs camarades »

depuis leur accession au pouvoir.

Le texte se compose de quatre parties. Dans les deux premières, Rosa Luxemburg pose la nécessité de la critique et reconnaît aux bolcheviks la force avec laquelle ils sont parvenus à saisir l'essence de la révolution en Russie et à organiser politiquement les ouvriers et les masses paysannes. Rosa conclut : « L'insurrection d'Octobre n'a pas sauvé seulement la révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international. »

Dans la troisième partie, Rosa exprime ses désaccords avec les bolcheviks sur deux points : la question agraire et le « droit des nations à l'autodétermination ». L'argumentation, peu ou prou, est la même : des mesures considérées comme tactiquement nécessaires pour la survie de la révolution russe se révèlent à l'expérience plus nocives qu'utiles à la perspective socialiste. On peut noter que Rosa et Lénine avaient exprimé des divergences théoriques, dans des termes parfois virulents, bien avant 1917, notamment autour de la question de l'indépendance de la Pologne et de la conception léniniste du parti, jugée par Rosa trop hiérarchisée et incitant à une dangereuse obéissance aveugle de la part de ses membres.

Une dénonciation tragiquement prophétique de la dérive bureaucratique

Enfin dans la quatrième partie, la plus célèbre, Rosa plaide de manière vibrante pour les élections d'une nouvelle Assemblée constituante, l'extension du droit de vote et la sauvegarde des garanties démocratiques telles que la liberté de la presse ou les droits d'association et de réunion. Pour elle, socialisme et démocratie se confondent, à l'opposée du faux dilemme dictature ou démocratie incarné autant par Kautsky que par Lénine et Trotsky, et la dictature du prolétariat, « dictature de classe [...] dans une démocratie complète », ne peut se transformer en dictature au nom du prolétariat exercée par un groupe restreint d'acteurs. Rosa dénonce de façon tragiquement prophétique la dérive bureaucratique occasionnée inexorablement dans

cette situation de restriction du « mouvement vivant des masses » qui se manifeste notamment par l'usage de la terreur.

À la suite de la révolution de novembre 1918 en Allemagne qui renverse l'empereur Guillaume II, les spartakistes lancent une insurrection en janvier 1919 à Berlin afin de transformer la République bourgeoise en République populaire. Le SPD alors au pouvoir réprime violemment la révolte et fait assassiner ses deux principaux instigateurs, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Staline condamnera par la suite Rosa Luxemburg en tant qu'ennemie des bolcheviks et son œuvre figurera sur la liste des ouvrages interdits par le pouvoir soviétique, plus bel hommage pouvant être rendu à cette adversaire acharnée des dogmatismes de toutes sortes.

Extraits de *La révolution russe* de Rosa Luxemburg (1918)



La révolution russe est sans conteste le fait le plus considérable de la guerre mondiale. La façon dont elle a éclaté, son radicalisme sans exemple, son action durable, tout cela réfute admirablement l'argument à l'aide duquel la social-démocratie allemande s'est efforcée, dès le début, de justifier la campagne de conquêtes de l'impérialisme allemand, à savoir la mission réservée aux baïonnettes allemandes de renverser le tsarisme et de délivrer ses peuples opprimés. [...]

« En misant sur la révolution mondiale du prolétariat, les bolcheviks ont précisément donné le témoignage le plus éclatant de leur intelligence politique ».

En réalité, ce qu'ont démontré la guerre et la Révolution russe, ce n'est pas le manque de maturité de la Russie, mais l'incapacité du prolétariat allemand à remplir sa mission historique; et faire ressortir ce fait avec toute la netteté désirable est le premier devoir d'une étude critique de la Révolution russe. En misant sur la révolution mondiale du prolétariat, les bolcheviks ont précisément donné le témoignage le plus éclatant de leur intelligence politique, de leur fidélité aux principes et de la hardiesse de leur politique. [...]

Le parti de Lénine a été le seul qui ait compris le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire, et qui, par son mot d'ordre : « *Tout le pouvoir aux ouvriers et aux paysans !* », a assuré le progrès de la révolution. Par-là, les bolcheviks ont résolu la fameuse question de la « *majorité du peuple* » qui, depuis toujours, pèse comme un cauchemar sur la poitrine des socialistes allemands. Élèves du crétinisme parlementaire, ils transfèrent simplement à la révolution la prudence terre-à-terre de la petite classe parlementaire : pour faire passer quelque chose, il faudrait d'abord avoir la majorité. De même, par conséquent, de la révolution : « *Devenons d'abord majorité* ». La véritable dialectique de la révolution renverse cette sagesse de taupe parlementaire : la voie n'est pas de la majorité à la tactique révolutionnaire, mais de la tactique révolutionnaire à la majorité. Seul un parti qui sait les conduire, c'est-à-dire les pousser en avant, gagne dans la tempête la masse des adhérents. La détermination avec laquelle Lénine et ses camarades ont, au moment décisif, lancé le seul mot d'ordre capable de mobiliser : « *tout le pouvoir aux mains du prolétariat et des paysans* », a fait d'eux, en une nuit, d'une minorité persécutée, calomniée, illégale, dont les chefs étaient, comme Marat, forcés de se cacher dans les caves, les maîtres absolus de la situation. [...]

Si la défaite militaire a abouti à l'effondrement et à la ruine de la Russie, les bolcheviks en portent incontestablement une part de responsabilité. Les difficultés objectives de la situation, les bolcheviks les ont aggravées eux-mêmes par ce mot d'ordre, qu'ils ont mis au premier plan de leur politique, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ou ce qui se cachait en réalité derrière ce mot d'ordre : le dépècement de la Russie. Cette formule, proclamée sans cesse avec une obstination dogmatique, du droit des différentes nations de l'empire russe à décider elles-mêmes de leur propre sort, « *jusque et y compris leur séparation complète d'avec la Russie* », était un cri de guerre particulier de Lénine et ses amis dans leur lutte contre l'impérialisme, tant celui de Milioukov que celui de Kerensky. Elle fut l'axe de leur politique intérieure après le coup d'Etat d'octobre. Elle constitua toute la plate-forme des bolcheviks à Brest-Litovsk, la seule arme qu'ils eussent à opposer à la puissance de l'impérialisme allemand. Ce qui frappe, tout d'abord, dans l'obstination et l'entêtement avec lesquels Lénine et ses amis se sont tenus à ce mot d'ordre, c'est qu'il est en contradiction flagrante, tant avec le centralisme, si souvent affirmé, de leur politique, qu'avec leur attitude à l'égard des autres principes démocratiques. Tandis qu'ils faisaient preuve du mépris le plus glacial à l'égard de l'Assemblée constituante, du suffrage universel, de la liberté de la presse et de réunion, bref de tout l'appareil des libertés démocratiques fondamentales des masses populaires, libertés dont l'ensemble constituait le « droit de libre détermination » en Russie même, ils faisaient de ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes un noyau de la politique démocratique, pour l'amour duquel il fallait faire taire toutes les considérations pratiques de la critique réaliste. [...]

Lénine et ses amis comptaient manifestement sur le fait qu'il n'y avait pas de plus sûr moyen de gagner à la cause de la révolution les nombreuses nationalités allogènes que comptait l'empire russe que de leur accorder, au nom de la révolution et du socialisme, le droit absolu de disposer de leur propre sort. C'était une politique analogue à celle que les bolcheviks adoptaient à l'égard des paysans russes, qu'ils pensaient gagner à l'aide du mot d'ordre de prise de

possession directe des terres et lier ainsi au drapeau de la révolution et du gouvernement prolétarien. Malheureusement, dans un cas comme dans l'autre, le calcul s'est révélé entièrement faux : tandis que Lénine et ses amis espéraient manifestement que, parce qu'ils avaient été les défenseurs de la liberté nationale, et cela jusqu'à la séparation complète, la Finlande, l'Ukraine, la Pologne, la Lituanie, les pays baltes, le Caucase, etc., deviendraient autant d'alliés fidèles de la Révolution russe, nous avons précisément assisté au spectacle inverse : l'une après l'autre, toutes ces « nations » utilisèrent la liberté qu'on venait de leur octroyer pour s'allier à l'impérialisme allemand contre la Révolution russe. [...]

« Le remède inventé par Lénine et Trotsky, qui consiste à supprimer la démocratie en général, est pire que le mal qu'il est censé guérir ».

« *Le lourd mécanisme des institutions démocratiques* » trouve un correctif puissant précisément dans le mouvement vivant des masses, dans leur pression continue. Et plus l'institution est démocratique, plus le pouls de la vie politique des masses est vivant et fort, et plus directe et précise est l'action exercée par elles, en dépit du caractère figé des programmes des partis et du caractère périmé des listes de candidats, etc. Assurément toute institution démocratique, comme toutes les institutions humaines d'ailleurs, a ses limites et ses défauts. Mais le remède inventé par Lénine et Trotsky, qui consiste à supprimer la démocratie en général, est pire que le mal qu'il est censé guérir : il obstrue en effet la seule source vivante d'où peuvent sortir les moyens de corriger les insuffisances congénitales des institutions sociales, à savoir la vie politique active, libre, énergique, de larges masses populaires. [...]

La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme de la « justice », mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et perd de son efficacité quand la

« liberté » devient un privilège.

La condition que suppose tacitement la théorie de la dictature selon Lénine et Trotsky, c'est que la transformation socialiste est une chose pour laquelle le parti de la révolution a en poche une recette toute prête, qu'il ne s'agit plus que d'appliquer avec énergie. Par malheur – ou, si l'on veut, par bonheur –, il n'en est pas ainsi. Bien loin d'être une somme de prescriptions toutes faites qu'on n'aurait plus qu'à appliquer, la réalisation pratique du socialisme en tant que système économique, juridique et social, est une chose qui reste complètement enveloppée dans les brouillards de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, ce ne sont que quelques grands poteaux indicateurs qui montrent la direction générale dans laquelle il faut s'engager, indications d'ailleurs d'un caractère surtout négatif. Nous savons à peu près ce que nous aurons à supprimer tout d'abord pour rendre la voie libre à l'économie socialiste. Par contre, de quelle sorte seront les mille grandes et petites mesures concrètes en vue d'introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux, là, aucun programme de parti, aucun manuel de socialisme ne peut fournir de renseignement. Ce n'est pas une infériorité, mais précisément une supériorité du socialisme scientifique sur le socialisme utopique, que le socialisme ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né de l'école même de l'expérience, à l'heure des réalisations, de la marche vivante de l'histoire, laquelle, tout comme la nature organique dont elle est en fin de compte une partie, a la bonne habitude de faire naître toujours avec un besoin social véritable, les moyens de le satisfaire, avec le problème sa solution.

[...]

Parfaitement : dictature ! Mais cette dictature consiste dans la manière d'appliquer la démocratie, non dans son abolition, dans des interventions énergiques, résolues, dans les droits

acquis et les rapports économiques de la société bourgeoise, sans lesquelles la transformation socialiste ne peut être réalisée. Mais cette dictature doit être l'œuvre de la classe et non d'une petite minorité dirigeante, au nom de la classe, autrement dit, elle doit sortir pas à pas de la participation active des masses, être sous leur influence directe, soumise au contrôle de l'opinion publique, produit de l'éducation politique croissante des masses populaires.

